Communiqué du SNUipp-FSU 82
lundi 27 avril 2020

Ne pas rouvrir les écoles. Ne pas rouvrir les écoles avant septembre. C'est ce que l'institut Pasteur, le conseil de l'ordre des médecins, l'académie de médecine et le conseil scientifique recommandent.

Ne pas rouvrir les écoles. C'est ce que le SNUipp-FSU 82 demande également en prenant appui sur ces avis scientifiques et non sur des considérations économiques.

Nos ministres, premier ministre et même Président de la République indiquent que cette réouverture se fait pour lutter contre les inégalités sociales et donc scolaires…. Quelle générosité !

Nous ne sommes pas dupes. C'est bien avant tout pour relancer l'économie de marché que cette mesure est prise. Car pour aller travailler, il faut bien que les enfants soient gardés.

Nous ne sommes pas dupes. Les injustices, inégalités sociales et donc scolaires ne datent pas de mars 2020.

Mais qu'a fait le gouvernement actuel *[et ses prédécesseurs d'inspiration néolibérale]* pour y remédier puisqu'ils semblent s'attacher à les combattre ?

Rien ou pire, ils n'ont fait que les renforcer avec la réforme des retraites, de l'assurance chômage, de l'hôpital, de la fiscalité [souvenons-nous de la suppression de l'ISF], de l'APL, de la transformation de la fonction publique, de la casse du code du travail ou bien pour ce qui nous concerne des réformes du collège, du lycée, du lycée professionnel, de *Parcoursup* ou de la loi pour l'école de la confiance.

Il y a aujourd'hui urgence à trouver des solutions pour tous les enfants et familles, des quartiers populaires, des zones rurales défavorisées et d'ailleurs qui sont éloignés de l'école depuis le confinement.

Les créations de postes annoncées avant le confinement et réajustées après dans le premier degré sont insuffisantes. Pire elles impactent fortement le 2nd degré et dégraderont les conditions d'accueil des élèves et de travail des personnels. Elles ne sont que du saupoudrage car ne permettront pas de recréer de postes de Rased pourtant essentiels dans la prévention des difficultés scolaires et de comportement, de réduire drastiquement le nombre d'élèves de toutes les classes et notamment celles de l'éducation prioritaire ou de la ruralité bien souvent oubliée.

Le ministre de l'Éducation Nationale s'est exprimé mardi 21 avril devant la représentation nationale, annonces qui ont eu lieu alors qu'un CHSCT ministériel se tenait l'après-midi même, CHSCT au cours duquel aucun protocole ni plan de prévention des risques sanitaires n'a pu être proposé à la discussion. Le premier ministre devrait préciser un plan après-demain. La FSU est très inquiète du niveau d'impréparation du ministère car aucune réponse concrète n'a été apportée sur l'ensemble des questions posées par les représentant·es des personnels, que ce soit au sujet des mesures sanitaires à mettre en œuvre ou de l'organisation du travail, dans les écoles, collèges, lycées et services.

Si reprise il y a, la FSU demande à ce que le plan de déconfinement comprenne des consignes relatives à l'hygiène et à la protection sanitaire (masques FFP2 notamment, gel, politique de dépistage massive…), des garanties quant au petit nombre (10 maximum) d'élèves accueillis dans une classe, un cadre strict de réorganisation et de préparation des locaux, de tous les espaces et de tous les postes ou situations de travail ainsi que des actions de prévention, de formation et d'information, une planification des actions dans le temps. Des questions se posent sur la pratique de certaines activités : comment enseigner l'éducation musicale ou l'EPS avec un masque sur le nez ?

Un nombre considérable d'actions sont nécessaires avant même de penser à l'organisation pédagogique des écoles et établissements. Aborder la nouvelle période inédite qui s'annonce, quelle qu'en soit la date, ne peut pas s'improviser ou se réinventer localement.

Dans ce cadre, nous pointons 3 types d'enjeux majeurs : les enjeux sanitaires puis organisationnels et enfin pédagogiques. Si les 3 n'obtiennent pas de réponses concrètes, il est dangereux et inenvisageable de rouvrir nos écoles dès le 11 mai.

Alors qu'elle devrait être une perspective réjouissante, l'annonce d'une reprise le 11 mai génère beaucoup de peur et d'angoisse chez les agent·es de l'Éducation Nationale (enseignant·es, personnels administratifs, AESH …) et les familles.

Il faudrait d'ores et déjà organiser avec les équipes la reprise du 11 mai avec des groupes de 10 élèves maximum. Il est bien précisé dans les différents mails adressés aux directeurs·trices que les enseignant·es devront poursuivre l'enseignement à distance… Cela voudrait dire que des groupes d' élèves seraient accueillis sans connaître les conditions et qui plus est en assurant une « forme » de continuité pédagogique après la classe ? Quand ? Le soir, la nuit, les week-end et jours fériés au détriment de leur santé et de leur vie de famille ? **C'est non.**

Si reprise le 11 mai il y a, ce sera l'un ou l'autre : une reprise en présence des élèves si toutes les conditions sanitaires sont réunies ou la continuité scolaire à distance mais pas les deux. Et tout cela pour quoi ? Pour 26 petits jours de classes jusqu'aux vacances d'été ? Voire moins que 26 puisque les IEN annoncent une reprise à mi-temps pour les élèves et une reprise « à la carte » sur la base du

volontariat des familles ! Tout cela pour ça ? Pour 13 à 14 jours d'école ? Voire moins…

Pourtant, le Président de la République a dit que « rien ne serait plus jamais comme avant… ». Visiblement, ce n'est pas cette fois encore que nous allons tirer des leçons de tout ce qui est en train de se passer !

La réouverture même progressive des écoles doit être conditionnée à une validation par la communauté scientifique qui aujourd'hui, considère très largement qu'elle est déraisonnable (académie de médecine, conseil scientifique, Inserm, institut Pasteur, etc.) et par les CHSCT.

Dans ces conditions, le SNUipp-FSU 82 refuse la réouverture programmée le 11 mai.

Nous serons vigilants aux annonces qui seront formulées dès demain par le 1er ministre puis dans la foulée par le ministre de l'Education Nationale.
Nous apporterons d'autres éléments en fonction du contexte.

Contact presse : Guillaume Mangenot, 0682301188 snu82@snuipp.fr

23 Grand'Rue Sapiac
82000 Montauban
05-63-03-57-81
06-82-30-11-88
snu82@snuipp.fr
http://82.snuipp.fr